



**« Les personnels de direction de l'Education nationale : une profession sous tension qui fait face tant qu'elle peut ».**

Le Syndicat national des personnels de direction de l'Education nationale lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée qu'il a tenue vendredi 10 septembre 2020 à Caen est revenu, par la voix de son secrétaire académique, sur la succession de crises traversées par les collèges et lycées tout au long de l'année scolaire 2019-2020, en particulier la crise sanitaire.

Sa gestion de mars 2019 à juillet 2020 a laissé une profession dans un état d'exaspération et de fatigue, rarement égalé, au bord de l'implosion. Les enquêtes menées à la rentrée auprès des chefs d'établissement évoquent toutes une profession agacée, inquiète, épuisée. Le mode de communication du ministre de l'Education nationale, le contrôle tatillon des autorités académiques relayant des injonctions ministérielles souvent paradoxales, la lourdeur des modalités retenues pour la passation des examens ont eu raison de la patience des personnels de direction. La préparation de la rentrée dans des conditions difficiles (nominations de professeurs tardives, questionnements sur la mise en œuvre concrète du protocole sanitaire, emplois du temps complexes à réaliser) n'a pas permis aux personnels de direction de retrouver une sérénité pourtant nécessaire au vu des nouvelles épreuves qui attendent les collectivités scolaires dont ils ont la charge.

Dans l'immédiat, le SNP DEN-UNSA attire l'attention sur la gestion de deux dossiers. Tout d'abord, sur celui de l'Ecole inclusive : La réalité du terrain, ce sont encore plusieurs dizaines de jeunes en attente de leurs accompagnants alors qu'avaient été annoncés des recrutements supplémentaires. C'est ensuite l'absence de moyens à la hauteur des annonces ministérielles sur le dispositif « Devoirs faits » ou l'accompagnement des lycéens les plus fragiles. Là encore, les moyens délégués aux établissements sont loin de leur permettre d'atteindre les objectifs affichés dans les médias.

Les personnels de direction attendent de leur ministre que sa communication ne leur complique pas la tâche. Au-delà des mots, ils souhaitent que leur soit fait a priori confiance sur leur capacité à piloter leurs établissements y compris en contexte incertain. Les négociations ouvertes sur les conditions d'exercice du métier doivent déboucher très rapidement sur des avancées concrètes, en particulier en ce qui concerne les outils numériques mis à leur disposition. Ils souhaitent enfin une augmentation des moyens réellement délégués aux établissements qui leur permette d'atteindre les objectifs fixés nationalement, si l'on veut dépasser le simple effet d'annonce.

Caen, le 10 septembre 2020.

Pour la Section académique de Caen

Hugues Broustail,

Secrétaire académique.

